

La diplomatie pétrolière du gouvernement Chávez en Afrique : pour une projection(1) du « Socialisme du XXI^e siècle » ?(2)

Camille Forite

Doctorat, 2^{ème} année
Paris III – IHEAL
camilleforite@gmail.com

Résumé

Le secteur pétrolier est un des axes privilégiés par la diplomatie vénézuélienne en Afrique : une dizaine d'accords de coopération a été souscrit avec huit pays africains depuis 1999 et le Venezuela a ouvert des missions diplomatiques dans la plupart des pays exportateurs de pétrole. Depuis la découverte du pétrole au début du XX^e siècle, la diplomatie vénézuélienne s'est largement articulée autour de la question énergétique, lui attribuant le qualificatif de *pétrodiploamatie*. Cette étude entend montrer que la *pétrodiploamatie* vénézuélienne en Afrique, peut être comprise comme l'exportation du sens politique octroyé au pétrole en matière intérieure : le pétrole est un enjeu de souveraineté nationale.

Mots-clés : Venezuela ; Hugo Chávez ; diplomatie pétrolière ; Afrique.

Introduction

« La question du pétrole est fondamentale pour le Venezuela... tout particulièrement la question du pétrole(3) », insiste Emboirik Ehmudi, l'ambassadeur de la République Arabe Sahraouie.

La présence diplomatique du Venezuela sur la scène internationale émerge dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Elle succède à la découverte, au début du XX^e siècle, d'importants puits de pétrole dans le sous-sol national, qui inaugurent la rapide reconversion de l'économie vénézuélienne, de type agro-exportatrice, à une économie rentière sous le régime de Juan Vicente Gómez (Boersner, 1980 : 271). Le Venezuela est le cinquième exportateur mondial de pétrole et possède la plus grande réserve prouvée de tout l'hémisphère occidental avec 6,5%(4) des réserves mondiales.

Depuis, l'or noir est l'un des principaux points d'articulation de la politique extérieure vénézuélienne (Boersner, 1980 : 271). Héritière des axes diplomatiques antérieurs, la diplomatie chaviste est également structurée par la rente pétrolière nationale. Cependant, l'utilisation du pétrole comme instrument diplomatique connaît un élan sans précédent avec l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. L'augmentation des prix du baril de pétrole au début des années 2000 (Mabro, 2001 : 416) et la dépendance aux bénéfices du pétrole des politiques sociales mises en place en 2003(5) contribuent à cet état de fait. Entre l'octroi de tarifs préférentiels à Cuba, la création de Petrocaribe, de Petrosur et l'internationalisation des missions sociales, financées par la manne pétrolière à la région latino-américaine, la diplomatie vénézuélienne multiplie les initiatives continentales d'intégration pétrolière. De l'autre côté de l'Atlantique, « depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir, il y a un processus de dynamisation des relations avec l'Afrique(6) », explique un chargé d'affaires de l'ambassade d'Afrique du Sud à Caracas. Si les liens avec l'Afrique commencent effectivement à se resserrer en 1999, la reconfiguration du ministère des Relations Extérieures (MRE) en 2005, désormais chapeauté par un « Socialisme du XXI^e siècle » naissant, donne un élan sans précédent à la politique africaine du gouvernement d'Hugo Chávez. Avec Reinaldo Bolivar à sa tête, le vice-ministère pour l'Afrique établit les grandes lignes de cette diplomatie et donne le ton d'une trépidante incursion vénézuélienne outre-Atlantique.

Depuis, le Venezuela a établi des relations diplomatiques avec les vingt derniers pays avec lesquels il n'était pas en lien(7), et a conclu pas moins de soixante accords de coopération dans des secteurs aussi variés que les sciences et la technologie, le tourisme, la santé, la culture et l'énergie. Avec onze accords souscrits avec huit pays africains depuis 1999(8), le secteur énergétique est largement privilégié par la diplomatie vénézuélienne.

Si depuis l'avènement de l' « ère anti-impérialiste » aux abords de 2002-2004(9) le Venezuela aspire à diversifier ses partenaires pétroliers, l'Afrique, qui représente 11% de la production pétrolière mondiale pour seulement 3% de la consommation mondiale(10), ne semble pas constituer un terrain tangible d'exportation de l'or noir vénézuélien. Aussi, il convient de s'interroger sur le sens politique des intérêts pétroliers vénézuéliens sur ce continent. Quels sont les desseins politiques de la diplomatie pétrolière du Venezuela en Afrique et quelle est la stratégie mise en œuvre pour parvenir à ses fins ? Plus précisément, dans quelle mesure la pétrodiploatie chaviste en Afrique veut-elle être vectrice de la projection d'un modèle politico-social qui entend concurrencer les aspirations qualifiées d'hégémoniques des pays du Nord, et en particulier des Etats-Unis ?

Afin de saisir les enjeux pétroliers de cette politique du Venezuela en Afrique, il convient de revenir sur le rôle joué par cette ressource en matière de politique intérieure. Dans un premier temps, l'analyse portera sur le poids du pétrole dans la récupération de la souveraineté nationale pour évoquer ensuite l'internationalisation des enjeux pétroliers nationaux. Dans un second temps, il conviendra de s'interroger sur les desseins et les stratégies pétrolières vénézuéliennes en Afrique en s'interrogeant sur son sens politique : à savoir l'Afrique comme terrain de projection du modèle du « Socialisme du XXI^e siècle » à l'international.

I. Venezuela, pétrole et souveraineté nationale : conséquences pour la coopération africaine

En 1907, l'Etat vénézuélien fait don des premières concessions pétrolières à des citoyens vénézuéliens, subventionnées par la firme General Asphalt Philadelphia. En 1920, parallèlement à l'incursion des firmes nord-américaines dans le secteur pétrolier vénézuélien, la première loi sur les hydrocarbures voit le jour (Hernandez Grisanti, 1974 : 34-39) mais le mécontentement des entrepreneurs, qui voient d'un mauvais œil les nouvelles normes de régulation de l'activité des entreprises, fait plier le gouvernement qui destitue le ministre de l'Énergie et des Mines(11). Un pas en arrière est franchi en matière de législation des hydrocarbures et les firmes multinationales poursuivent leurs exploitations en toute liberté. L'année 1936 inaugure une nouvelle étape dans la lutte pour la protection de cette richesse nationale et une multitude de lois sur les hydrocarbures vont entrer en vigueur : unification du régime concessionnaire (avec un terme de 40 ans) en 1943 et partage à 50-50 (loi du *fifty-fifty*) des bénéfices des concessions pétrolières entre l'Etat et les concessionnaires (Boersner, 1980 : 273) en 1948. En 1957, cette part augmente à 60% pour l'Etat, avant d'atteindre 80% en 1976. En 1971, la *Ley de Reversión* octroie à l'Etat la propriété de toutes les concessions pétrolières au terme des quarante années prévues par la loi de 1943. En août 1975, Carlos Andrés Pérez nationalise le pétrole : l'Etat est désormais chargé de l'exploration, de l'exploitation, de la manufacture, du raffinage, du transport et de la commercialisation, par le biais de la nouvelle société pétrolière d'Etat, PDVSA. Cependant, les années 1990 inaugurent l'ère de l'ouverture pétrolière - « *apertura petrolera* » - et du processus de privatisation. Les anciens champs pétroliers sont rouverts et les compagnies étrangères se chargent du développement de la ceinture de l'Orénoque. Finalement, par une succession d'avancées et de retours en arrière, l'histoire pétrolière vénézuélienne rend compte de la difficulté de l'Etat à s'appropriier les ressources nationales.

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez entend bien y remédier et fait du pétrole un enjeu de réappropriation de la souveraineté du pays. L'article 302 de la Constitution de 1999 stipule que :

« L'Etat se réserve, conformément à la loi organique et pour des raisons d'intérêt national, l'activité pétrolière et des autres industries, des exploitations, des biens et des services d'intérêt public qui présentent un caractère stratégique. L'Etat encouragera la production nationale des matières premières issues de l'exploitation des ressources naturelles et des ressources non renouvelables, dans le but d'intégrer, créer et innover en matière de technologie, générer de l'emploi et de la croissance économique, et offrir de la richesse et du bien-être au peuple ».

En somme, si la nationalisation des activités pétrolières est un symbole fort de la réappropriation de la souveraineté nationale, elle a également pour dessein d'œuvrer en faveur du développement socio-économique de la nation. L'article 303 rappelle quant à lui le caractère intégralement étatique de PDVSA :

« Pour des raisons de souveraineté économique, politique et de stratégie nationale, l'Etat conservera la totalité des actions de Petróleos de Venezuela, S.A, ou de l'organisme créé en vue de gérer l'industrie pétrolière, à l'exception des filiales, associations stratégiques, entreprises et autres, qui se forment ou se formeront suite au développement des affaires de Petróleos de Venezuela, S.A. ».

Bien que les investissements étrangers ne soient pas prohibés, les lois organiques de 1999 et 2001 sur les hydrocarbures, redonnent au ministère des l'Energie et des Mines le contrôle intégral de PDVSA, petit à petit érodé, en vingt-six ans de nationalisation et une décennie d'ouverture pétrolière. Elles visent également à la réappropriation de la rente pétrolière dont les bénéficiaires revenaient pour 80% aux multinationales en 1999, quand cette part était en 1976 celle de l'Etat vénézuélien(12). Ces lois ont pour dessein de freiner la privatisation croissante de l'activité pétrolière du pays.

En 2004, Hugo Chávez inaugure ce qu'il appelle « la seconde phase de la nationalisation pétrolière », soit la « vraie » nationalisation, qui a pour leitmotiv la « Pleine Souveraineté Pétrolière(13) ». Dans ce sens, la loi de 2005 instaure un nouveau système de gestion des activités pétrolières. Désormais, chaque entreprise privée doit s'incorporer dans un système d'entreprises mixtes dont l'Etat est à 60% l'actionnaire majoritaire.

L'augmentation de la rente pétrolière constitue par ailleurs la base des politiques sociales mises en œuvre par le gouvernement depuis 2003. PDVSA consacre environ 60% de ses bénéfices au financement des missions sociales(14).

En somme, depuis 1999, le gouvernement vénézuélien fait de la réappropriation de la manne pétrolière un axe majeur de sa politique intérieure. Il rappelle d'ailleurs lors de son discours de clôture du IV^e sommet de Petrocaribe que celle-ci « [nous] coûta du sang, de la sueur, des larmes pour la récupérer, après les grandes confrontations contre l'impérialisme et les Yankees pendant les années 2001, 2002 et 2003 (15) ». Hugo Chávez aspire à défaire la mainmise des multinationales sur la richesse nationale. Cependant, au-delà des avantages de développement économique qu'elle suscite, c'est de la souveraineté d'un Etat dont il est question.

II. L'internationalisation pétrolière : le rôle diplomatique du pétrole

Pièce maîtresse du projet politique interne, la problématique pétrolière ne s'est jamais cantonnée aux frontières vénézuéliennes. Depuis la découverte de puits de pétrole au début du XX^e siècle, la politique extérieure du pays est en majeure partie déterminée par le secteur énergétique. Le préambule de la Constitution de 1961 stipule que le Venezuela est un pays caractérisé par sa manne pétrolière. Les élites politiques et économiques prennent tout de suite la mesure de l'importance du poids de négociation que l'or noir implique sur la scène internationale.

Selon le politologue Carlos Romero, le système politique vénézuélien s'est forgé deux identités majeures : celle d'un pays démocratique dans un contexte régional en proie aux régimes militaires et celle d'un pays pétrolier qui bénéficie d'un instrument de pouvoir sur la scène internationale (Romero, 1990 : 181 – 231). A cet égard, on attribue à la diplomatie vénézuélienne le qualificatif de *pétrodipломatie*.

En 1960, le ministre vénézuélien du Pétrole, Juan Pablo Pérez-Alfonso et le ministre saoudien Abdallah al Tariqi décident lors de la conférence de Bagdad, de créer l'OPEP, dans le but de préserver les intérêts des plus gros pays exportateurs de pétrole, ce qui vaut à Demetrio Boersner de dire qu'il y avait « un aspect de la politique extérieure du Venezuela qui était, déjà à cette époque, « tiers-mondiste », l'aspect économique et surtout celui du nationalisme pétrolier » (Boersner, 1980 : 276). Dans les années 1970, « le Venezuela joua un rôle clé dans

un tel jeu de forces, à cause de [sa] situation particulière de pays pont entre les distinctes tendances au sein de l'OPEP, entre l'OPEP et le reste du Sud, et entre le Sud et le Nord», explique Franck Bracho (Bracho, 1998 : 14 -22).

Mais l'ambition de l'OPEP dépasse les seuls desseins économiques. Elle veut également être une organisation à portée politique, qui défend le projet de création d'un Nouvel Ordre Economique International. La contribution du Venezuela à faire de l'OPEP une arme de lutte politique, en élargissant la problématique pétrolière à la problématique du dialogue Nord-Sud, a toujours été une priorité constante du gouvernement vénézuélien. Carlos Andres Pérez, lors de son premier mandat (1973-1978) ambitionne lui aussi de donner un sens plus politique à l'organisation. En 1979, Caracas organise la 55^{ème} réunion de l'OPEP durant laquelle le ministre vénézuélien du pétrole, Humberto Calderón-Berti s'efforce de sensibiliser les pays membres sur les responsabilités du cartel vis-à-vis des pays du Sud. Il en résulte un accroissement des ressources du fonds d'aide aux pays les plus pauvres du globe (Boersner, 1980 : 285).

L'activisme du Venezuela au sein de l'OPEP a concouru à lui attribuer une position stratégique sur la scène internationale et plus particulièrement dans ce qui était alors appelé le Tiers-Monde. Outre cela, son engagement à faire de l'OPEP une plateforme de lutte contre le néocolonialisme a traditionnellement donné au pétrole vénézuélien une teinte éminemment politique.

Héritière des axes diplomatiques antérieurs, la diplomatie chaviste est également structurée par la rente pétrolière nationale, et semble surtout faire un pas en avant dans ce sens. Ainsi, Ali Rodriguez Araque, qui était ministre du Pétrole et des Mines de 1999 à 2000, secrétaire général de l'OPEP de 2001 à 2002 et président de PDVSA de 2002 à 2004(16), est nommé au poste de ministre des Relations Extérieures en 2004(17). Selon lui, « la politique internationale du Venezuela a une composante très forte en matière d'hydrocarbures(18) ». Cet élément est très représentatif du rôle politique et plus directement diplomatique que le gouvernement vénézuélien veut donner au pétrole.

Le Plan de Développement Economique et Social 2007-2013(19) officialise son internationalisation et, dans ce sens, va plus loin que le Plan 2001-2007. Entre le chapitre consacré à la « Nouvelle Géopolitique Nationale » et le chapitre sur la « Nouvelle Géopolitique Internationale », figure un chapitre intitulé « Venezuela : Puissance Energétique Mondiale », qui souligne d'ores et déjà la position singulière de la problématique pétrolière. Elle se situe aux confins du projet politique interne et du projet politique externe. Le texte énonce que le pétrole n'est pas seulement un outil de développement mais également un instrument de stratégie géopolitique, « dans un monde dans lequel la souveraineté d'un pays rentier comme le Venezuela est toujours menacée(20) ». Puis, il stipule que « la politique de Pleine Souveraineté Pétrolière est une politique internationale, d'alliances avec ces pays – la grande majorité – qui aspirent à se développer en tant que nations et qui n'acceptent pas de se marginaliser dans un monde supposément globalisé(21) ». Aussi, le pétrole est un instrument autour duquel doit s'articuler la diplomatie vénézuélienne. Mais il est plus que cela. La politique extérieure vénézuélienne entend également l'utiliser pour contribuer au développement des pays les plus marginalisés, dans un texte où la notion de souveraineté prend un sens de lutte contre le néocolonialisme. La politique de "Pleine Souveraineté Pétrolière" doit œuvrer en faveur de la libération des pays du Tiers-Monde. Plus qu'un fait économique, l'internationalisation pétrolière se veut être un fait politique.

Le chapitre suivant, consacré à la « Nouvelle Géopolitique Internationale », donne pour objectif à la diplomatie vénézuélienne d’approfondir l’internationalisation énergétique. Dans la partie consacrée aux « zones d’intérêts géostratégiques », qui donne la marche à suivre pour la construction de nouveaux pôles de pouvoir, la diplomatie vénézuélienne doit s’efforcer de renforcer ses liens avec les pays de l’OPEP et d’accroître ses relations avec les autres pays exportateurs. Il convient alors de noter un élément essentiel du premier mandat d’Hugo Chávez et qui souligne le poids du Venezuela dans l’organisation et le sens politique qu’il entend ainsi lui attribuer. A son arrivée au pouvoir en 1999, l’OPEP traverse depuis 1994 une profonde crise politique qui oppose le Venezuela et les autres membres, avec pour chef de file l’Arabie Saoudite (Mabro, 2001 : 416). En adéquation avec l’ouverture pétrolière des années 1990, le gouvernement vénézuélien se lance en 1994 dans une politique de production pétrolière maximale, avec pour objectif de produire en 2006 six millions de barils par jour (Lamrani, 2006), ne respectant alors pas les limitations de quotas imposées par l’OPEP. Les pays membres de l’organisation n’obtiennent qu’un déni du Venezuela et s’engagent donc dans une augmentation des quotas qui a pour conséquence une baisse générale des prix. En dépit de la vaine tentative de médiation du Mexique en 1997, le conflit trouve une issue favorable à l’arrivée d’Hugo Chávez en 1999 à la tête de l’Etat vénézuélien. Dès le mois de mars et grâce à la signature de l’accord de La Haye du 11 mars 1999 [ratifié le 19 mars 1999 à Vienne], le Venezuela accepte des réductions considérables de sa production pétrolière, qui génèrent aussitôt une remontée flamboyante des prix du baril (Mabro, 2001 : 416). Suite à cela, une délégation vénézuélienne, composée des vice-ministres des Relations Extérieures, de l’Energie et des Mines, du président de la commission de l’Energie et des Mines du Sénat, David Paravicini, du vice-président de PDVSA, Oswaldo Contreras Maza, et du responsable de l’Unité d’Analyse Pétrolière du MRE, Johnny Marquez, est envoyée en tournée dans les pays membres de l’OPEP afin de proposer l’organisation du II^e sommet de l’OPEP à Caracas. A l’occasion de la visite de la délégation vénézuélienne le 16 juillet 1999 en Arabie Saoudite, le ministre du Pétrole et des Ressources Minérales Ali Al-Naimi « manifesta sa satisfaction pour la situation du marché international après les réductions de production pétrolière établies par l’Arabie Saoudite, le Mexique et le Venezuela [...] qui eurent pour effet d’augmenter les prix(22) ». En guise de reconnaissance de son rôle actif dans le dénouement du conflit politique, le Venezuela est appelé par le cartel à organiser le II^e sommet des chefs d’Etat de l’OPEP qui se déroule à Caracas en 2000. Il mit ainsi à l’agenda le renforcement des liens avec les pays producteurs non membres de l’OPEP par la création d’une nouvelle catégorie de membres de l’organisation(23). La médiation d’Hugo Chávez dans ce conflit inaugure une nouvelle période de cohésion de l’OPEP (Mabro, 2001 : 416). Selon le président vénézuélien « nous pourrions dire qu’à Caracas l’OPEP renaquit ». Il affirme également qu’il souhaite réactiver le rôle politique que l’organisation avait à ses débuts. L’OPEP doit redevenir « un agent politique actif, [...] un acteur politique, géopolitique » et non se contenter d’être « un acteur économique technocratique » selon ses dires. Il ajoute que l’organisation était « fondamentalement politique et [je] dirais même plus que politique, sans aucun doute révolutionnaire(24) ».

En somme, dans la politique intérieure du Venezuela, le pétrole a traditionnellement joué un rôle politique. L’arrivée au pouvoir d’Hugo Chávez en marque l’approfondissement et fait du pétrole l’enjeu de la souveraineté nationale. La réappropriation des ressources pétrolière est en

adéquation avec l'idéologie politique chaviste qui s'inscrit contre le néolibéralisme et entend redistribuer la manne pétrolière aux strates les plus modestes de la société.

Mais le pétrole est aux confins du projet politique interne et du projet politique externe, ce que le Plan de Développement Economique et Social 2007-2013 souligne. Il est également un instrument diplomatique et l'internationalisation pétrolière s'accompagne de l'internationalisation du sens politique qui lui est donné en matière intérieure. Aussi la problématique pétrolière est teintée par le « Socialisme du XXI^e siècle » et doit devenir un moyen de construction du monde multipolaire. Le rôle politique et peut-être même révolutionnaire qu'Hugo Chávez veut réactiver au sein de l'OPEP est emblématique de cet état de fait. Le pétrole doit se transformer en arme politique et permettre d'affranchir les pays exportateurs de leur dépendance aux pays du Nord. L'utilisation diplomatique du pétrole est en effet couronnée par la lutte contre l'impérialisme et l'aspiration à unifier tout le Sud autour de la cause pétrolière et plus globalement énergétique. Il entend affranchir les pays du Sud du néocolonialisme économique, et plus précisément pétrolier. A cet endroit, les desseins d'Hugo Chávez ne sont pas sans rappeler ceux du tricontinentalisme qu'Edmond Jouve a défini comme suit : « l'émancipation politique doit être complétée par la libération économique. Il sera alors possible d'assurer l'égalité sociale et une véritable indépendance des Etats » (Jouve, 1979).

III. « Pétrodiplomatie du XXI^e siècle » en Afrique : pour la projection d'un modèle de souveraineté

Le dessein politique de la diplomatie pétrolière en Afrique prend tout son sens. L'émergence d'une diplomatie à destination de l'Afrique est largement stimulée par l'avènement du « Socialisme du XXI^e siècle » en 2005(25) et l'internationalisation pétrolière s'accompagne du sens politique qui lui est donné en matière intérieure. Aussi, quel est le sens politique donné à la diplomatie pétrolière du Venezuela en Afrique, quelles sont les stratégies déployées et dans quelle mesure épousent-elles les formes du « Socialisme du XXI^e siècle » ?

Conformément aux objectifs du Plan de Développement Economique et Social de la Nation pour la période 2007-2013, le Venezuela s'efforce d'accroître ses liens avec les pays de l'OPEP ainsi qu'avec les autres pays exportateurs de pétrole.

Le choix d'implantation des ambassades montre que sur les dix-sept pays recevant une ambassade vénézuélienne, trois sont des pays importateurs de brut: l'Afrique du Sud, le Maroc et la Namibie. Le premier, est également un pays producteur de pétrole, mais elle ne produit que 20 000 barils par jour pour une consommation totale de 520 000. Les quatorze autres pays recevant une ambassade vénézuélienne se situent du côté des producteurs ou en cours d'exploration. Sept ont entamé des processus d'exploration pétrolière(26): l'Ethiopie [la présence diplomatique du Venezuela en Ethiopie s'explique aussi par la présence du siège de l'Union Africaine (UA) (dont est membre observateur le Venezuela) à Addis Abeba], le Bénin, le Mali, la Gambie, le Kenya, le Mozambique et le Sénégal. Les sept autres sont, quant à eux, des pays producteurs et exportateurs de pétrole: l'Egypte (3,7 milliards de réserves

prouvées), la Guinée équatoriale (1,8 milliards), le Soudan (6,4 milliards), ainsi que les quatre membres africains de l'OPEP: l'Angola (9 milliards), l'Algérie (12,2 milliards), la Libye (39,1 milliards) et le Nigeria (35,9 milliards)(27). Pour le cas angolais, Hugo Chávez annonce le 31 août 2006, que ce pays recevrait une ambassade vénézuélienne(28) alors qu'il fait son entrée dans l'OPEP la même année, quand cela faisait trente ans qu'un pays n'avait pas été ajouté au cartel. A l'inverse, le Gabon, qui se retire de l'OPEP en 1996 des suites de la diminution croissante de sa production, qui passe de 18 500 000 tonnes en 1997 à 12 500 000 tonnes en 2002, ne possède pas d'ambassade vénézuélienne sur son sol. Aussi, il semble difficile de ne pas constater de lien entre son retrait de l'OPEP, sa baisse de production pétrolière et le fait que le Venezuela ne l'a pas identifié comme point géostratégique du continent, qui justifierait une présence diplomatique sur son territoire.

Avant l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir, le Venezuela avait huit ambassades en Afrique : l'Algérie, l'Égypte, le Kenya, la Libye, le Maroc, le Nigeria, la Namibie et l'Afrique du Sud. Sur ces huit ambassades, figurent les trois seuls pays qui sont importateurs de pétrole. Autrement dit, toutes les ambassades ouvertes depuis 1999 ciblent des pays qui sont soit producteurs-exportateurs, soit des producteurs potentiels.

En somme, puisque selon Reinaldo Bolivar « ce sont des ambassades qui répondent à des critères géostratégiques(29) », le déterminant pétrolier s'impose comme un caractère stratégique évident. Les pays exportateurs et producteurs de pétrole sont ainsi les cibles privilégiées de la diplomatie vénézuélienne et pour preuve: en juillet 2007, une délégation du ministère de l'Énergie et des Mines assiste au III^e congrès africain de Pétrole de l'Association des pays Producteurs de Pétrole Africains (APPA).

Outre les ambassades, le Venezuela a conclu onze accords de coopération énergétique avec des pays africains: en 1999 avec le Sénégal, en 2000 avec le Nigeria, en 2004 avec l'Égypte, en 2006 avec le Mali, en 2007 avec la Gambie, trois accords sont signés avec l'Algérie en 2002, 2006 et 2007(30) et les dernier ont été conclu en 2010 avec l'Erythrée et la Mauritanie.

Les accords de coopération énergétique souscrits avec le Sénégal, le Nigeria, l'Égypte, le Mali, la Gambie, l'Algérie et la Mauritanie confirment l'hypothèse du déploiement d'une véritable diplomatie pétrolière ciblée autour de pays exportateurs ou de potentiels producteurs. En effet, la coopération énergétique témoigne de la ferme volonté du Venezuela à instaurer un partage d'information, de compétence et d'expérience dans le secteur des hydrocarbures. Avec la Gambie par exemple, le Venezuela s'engage à apporter sa contribution à l'exploration du sous-sol gambien et les deux Etats s'accordent à créer une entreprise mixte de production et de commercialisation dans le cas d'une découverte d'hydrocarbures. Pourtant, le Venezuela n'instaure pas de discrimination entre ces pays, puisque sur les six pays ayant souscrit ces accords, seulement deux sont membres de l'OPEP. Dans les faits, l'appartenance à l'organisation ne s'impose pas comme un déterminant pour la mise en place de mécanismes de coopération énergétique, comme le suggère le diplomate de l'ambassade d'Algérie à Caracas: « les relations avec l'Algérie s'intègrent beaucoup plus dans le cadre bilatéral que dans le cadre de l'OPEP », même si, toujours selon lui, « le fait que [l'Algérie] appartienne à l'OPEP nous privilégie plus que d'autres pays(31) ». L'analyse de l'ambassadeur libyen à Caracas va aussi dans ce sens, puisqu'il remarque que les relations entre les deux pays tiennent autant de l'OPEP que du rapprochement entre les deux régions(32).

La stratégie pétrolière du Venezuela en Afrique semble donc répondre à deux objectifs du Plan 2007-2013 : le premier relatif au renforcement des liens avec les pays exportateurs de

l'OPEP et hors OPEP, et le second qui vise à « contribuer à la présence de l'Afrique sur la scène géopolitique mondiale ». En somme, la pétrodiploatie vénézuélienne en Afrique semble s'imposer comme un moyen de participation à la création du pôle africain de pouvoir, dans l'esprit du monde multipolaire prôné par le « Socialisme du XXI^e siècle » : « l'Afrique a tout pour être un pôle de pouvoir dans ce monde du XXI^e siècle(33) », s'exclame Hugo Chávez dans son discours à l'UA le 1^{er} juillet 2006 à Banjul en Gambie. Contribuer à l'acquisition de la souveraineté pétrolière des pays africains, c'est œuvrer en faveur de la création d'un monde juste et équilibré, et s'inscrire contre l'impérialisme américain. Hugo Chávez en dénonce la portée et évoque le modèle vénézuélien de récupération de sa souveraineté pétrolière : « nous en avons eu assez que le pétrole vénézuélien nourrisse l'appétit du Comte Dracula [...], aujourd'hui le Venezuela est libre et nous avons regagné la gestion de notre pétrole(34) ». Le dernier accord pétrolier, signé en janvier 2010 avec la Mauritanie, en est le témoin le plus récent. Il prévoit la construction d'une raffinerie, destinée à défaire la mainmise des multinationales sur le pétrole mauritanien : « La Mauritanie produit 18 000 barils par jour et une multinationale les raffine je ne sais où (...) Nous allons distribuer du pétrole par cet axe: Mauritanie, Mali, Niger(35)» explique le leader vénézuélien. Outre cela, il propose l'extension de PETROSUR à l'Afrique par la contribution conjointe de l'UA et de la Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) pour la création la mise en place de projets pétroliers conjoints, puisque selon lui, « il s'agit de l'indépendance économique et de l'impulsion au développement(36) ». A la fin du mois de septembre 2009, il surenchérit lors du II^e sommet Amérique du Sud – Afrique (ASA) : « Nous avons beaucoup de pétrole [...] mais tout était entre les mains d'entreprises privées et de corporations. Nous devons travailler pour que nos peuples en soient les premiers bénéficiaires(37) ». La diplomatie pétrolière du Venezuela est donc colorée d'une teinte idéologique qui aspire à libérer l'Afrique du joug des pays du Nord, notamment du géant Nord-américain.

En effet, les Etats-Unis ont vu leur production pétrolière diminuer considérablement. Ils sont aujourd'hui les premiers importateurs mondiaux de pétrole brut et sont de plus en plus dépendants des importations pétrolières. L'Afrique a quant à elle vu sa production pétrolière faire un substantiel bond en avant ces quinze dernières années et son pétrole léger et soufré correspond aux besoins nord-américains. Aussi, elle présente de réelles opportunités de diversification d'approvisionnement pour les Etats-Unis(38). Dans ce contexte, Hugo Chávez semble mener une diplomatie pétrolière préventive qui entend avorter les ambitions impérialistes des Etats-Unis en Afrique. L'ambition de constituer un bloc uni de pays exportateurs de pétrole, qu'ils soient membres ou non de l'OPEP, poursuivie par le leader vénézuélien, est encore accentuée au regard de ces nouveaux éléments. La coopération pétrolière et le partage d'informations et d'expériences avec les pays africains s'imposent comme autant de moyens d'une diplomatie préventive qui ne se garde pas d'élever la révolution bolivarienne au rang de modèle. A cet endroit, l'Afrique se convertit en théâtre de projection d'un modèle, qui a pour maître mot la pleine souveraineté énergétique et dont les mérites sont largement loués par la diplomatie vénézuélienne : « nous avons rompu les chaînes et nous sommes en train de construire un nouveau projet, la République Bolivarienne du Venezuela est libre de toute domination étrangère !(39) », s'exclame le leader vénézuélien à l'UA.

En somme, la diplomatie pétrolière d'Hugo Chávez en Afrique épouse les formes d'une lutte pour la souveraineté énergétique du continent. Les enjeux de la problématique pétrolière à échelle nationale s'exportent outre-Atlantique, et confèrent à la pétrodiploatie vénézuélienne une tonalité politique, idéologique, en adéquation avec les principes du

« Socialisme du XXI^e siècle ». Le Venezuela noue des alliances stratégiques par le biais d'accords de coopération pétrolière qui laissent entrevoir les aspirations de formation d'un bloc de pays exportateurs unis, capable d'imposer ses règles sur le marché pétrolier mondial. Sans aucun doute, la cohésion de tous les pays exportateurs de pétrole (dans et hors OPEP) comporte l'intérêt économique indéniable de l'alignement des prix du baril. Mais, puisque ce dernier est largement supplanté par la volonté de projection de l'idéologie chaviste, il ne semble revêtir qu'un rôle de second plan dans la politique africaine. Cependant, si la stratégie de coopération s'impose comme la méthode privilégiée de cette lutte politique, l'utilisation des bénéfices de la rente pétrolière s'immisce timidement dans la pétrodiploatie à destination de l'Afrique.

Conclusion

S'il est le pilier économique du Venezuela, le pétrole s'impose aussi comme un fait politique et son internationalisation en est la preuve. Plus qu'économique, la diplomatie pétrolière du Venezuela en Afrique poursuit un objectif politique et idéologique et entend y laisser les empreintes du « Socialisme du XXI^e siècle ».

Parce que la stratégie vénézuélienne entend mettre à mal les aspirations hégémoniques des Etats-Unis en terres d'Afrique et y exporter le modèle bolivarien, la diplomatie Sud-Sud se convertit ici en un instrument d'affirmation politique international. A cet endroit, l'Afrique s'impose comme le champ de bataille de deux visions du monde opposées et la pétrodiploatie vénézuélienne déploie son artillerie pétrolière pour imposer son idéal de société.

Notes de bas de page

(1) Par « projection », on comprendra la volonté politique vénézuélienne de « diffuser » ou encore de « véhiculer » son modèle politico-social. Ce sont ici les liens qui partent du Venezuela vers l'Afrique qui seront abordés. La question de la réception, qui fera l'objet de travaux futurs, ne sera pas évoquée dans cet article.

(2) Voir FORITE, Camille, *Chávez et l'Afrique. Dix ans de politique extérieure vénézuélienne*, coll. Chrysalides, IHEAL éditions, Paris, 2011.

(3) Entretien réalisé à Caracas le 15 décembre 2008. Texte original : « *la cuestión del petróleo es fundamental para Venezuela particularmente la cuestión del petróleo* ».

(4) « L'élargissement de la sphère d'influence chinoise à l'Amérique du Sud : enjeux commerciaux, énergétiques et miniers, déc. 2006 », Centre d'Etudes et de Recherches de l'Enseignement Militaire Supérieur (CEREM), http://www.cerems.defense.gouv.fr/etudes/publications/cerems_travaux_2007_elargissements_pher_e_influence_chinoise_Amerique.pdf

- (5) VIGNAUX, Barbara, « Le pétrole au cœur de la diplomatie », *Le Monde Diplomatique*, juin 2005.
- (6) Entretien réalisé à Caracas, le 17 décembre 2008. Texte original : « *Desde la llegada de Hugo Chávez al poder, hubo un proceso de dinamización de las relaciones con África* ».
- (7) En 2005, l'île Maurice, la Somalie, la République Démocratique du Congo, le Soudan, le Tchad, le Niger et le Mozambique deviennent des partenaires politiques du Venezuela. En 2006, la Guinée Bissau, le Congo, l'Erythrée, le Cap Vert, la République Centrafricaine, Sao Tomé et Príncipe, le Swaziland et Djibouti s'ajoutent aux sept précédents. L'année suivante, en 2007, c'est au tour du Malawi, du Botswana, du Burundi et de la Mauritanie de s'incorporer à la liste. Le Venezuela conclut en 2008 ce fulgurant élargissement de ses relations par Madagascar, dernier pays africain avec qui il n'était pas en lien.
- (8) « Venezuela y África , las nuevas relaciones », *op.cit.* p. 6 et 7.
- (9) Le coup d'Etat du 11 avril 2002, fomenté par l'opposition avec le soutien des Etats-Unis, et qui écarte Hugo Chávez du pouvoir pendant trois jours, initie une période qui oscille entre recherche d'une légitimité internationale et irruption d'une virulente rhétorique anti-étasunienne. Elle sera exacerbée en 2004 avec la convocation d'un référendum révocatoire, dont le résultat maintiendra Hugo Chávez au pouvoir.
- (10) *Ibid.*
- (11) *Ibid.*
- (12) Cité dans LEVEQUE, Frédéric, « Venezuela : la réforme pétrolière nationaliste de Chávez », RISAL, le 29 mai 2004.
- (13) « Plena Soberanía Petrolera : al pueblo lo que es del pueblo », publication du ministère de la Communication et de l'Information, octobre 2004.
<http://www.mct.gob.ve/Vistas/Frontend/documentos/Folleto%20Soberanía%20Petrolera.pdf>
- (14) Site Web de PDVSA.
- (15) CHÁVEZ FRIAS, Hugo, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, lors du discours de clôture du IV^e sommet de Petrocaribe, 21 décembre 2007, à Cienfuegos, Cuba. Texte original : « *Nos costó sangre, sudor y lágrimas recuperarla, después de las grandes confrontaciones contra el imperialismo y los pitiyankis durante los años 2001, 2002, 2003* ».
- (16) VIGNAUX, Barbara, *op. cit.*
- (17) Il démissionne de son poste en 2006 suite à des problèmes de santé. Il est remplacé par Nicolas Maduro, à l'heure actuelle toujours ministre des Relations Extérieures.
- (18) Cité dans VIGNAUX, Barbara, *op.cit.*
- (19) Ce plan définit les objectifs et les grandes lignes de la politique gouvernementale pour les périodes 2001 – 2007 et 2007-2013.

(20) « Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación, 2007 – 2013 », *op.cit.*, p.40.

(21) *Ibid.*

(22) *Libro Amarillo* (Memoria y Cuenta del MRE) 1999, Caracas 1999, p. 182. ; Texte original : « *Manifestó su complacencia por la situación del mercado internacional luego de los recortes de producción petrolera establecidos por Arabia Saudita, Mexico y Venezuela [...] que tuvieron el efecto de aumentar los precios* ».

(23) *Ibid.*

(24) CHÁVEZ FRIAS, Hugo, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, lors du III^e sommet de l'OPEP, à Ryad, Arabie Saoudite, le 17 novembre 2007. Texte original : « *en Caracas pudieramos decir que renació la OPEP.* » ; « *un activo agente político, [...] un actor político, geopolítico* » ; « *un actor económico tecnocrático* » ; « *fundamentalmente política y yo diría más que política, sin duda revolucionaria.* »

(25) En mai 2005, le gouvernement vénézuélien théorise et met en application le projet révolutionnaire bolivarien, appelé Socialisme du XXI^e siècle par Heinz Dieterich, théoricien de Chávez et auteur de l'ouvrage *Hugo Chávez y el Socialismo del siglo XXI*.

(26) Notons tout de même que tous ces processus d'exploration ne sont pas nécessairement concluants à l'heure actuelle, et qu'*a contrario* des pays comme l'Ouganda, qui a récemment découvert d'importants puits de pétrole dans les eaux du lac Albert, et le Ghana dont l'exploration est prometteuse, ne voient pas l'implantation d'une ambassade sur leur territoire. Ces données permettent de relativiser le facteur pétrolier comme déterminant *sine qua non* de l'implantation d'une ambassade vénézuélienne.

(27) Source : BP 2006 ; IEA/OECD ; CIA 2006.

(28) « Chávez anunció creación de embajada de Venezuela en Angola », Agencia Bolivariana de noticias, le 31 août 2006.

http://www.abn.info.ve/go_news5.php?articulo=60130

(29) « Venezuela y África fortalecen acercamiento », communication du Ministerio del Poder Popular para la Comunicacion y la Informacion, le 13 décembre 2006. Texte original : « *son embajadas que responden a criterios geoestratégicos* ».

http://www.minci.gob.ve/noticias-nacionales/1/11343/rica_y_venezuelaortalecen.html

(30) « Venezuela y África , las nuevas relaciones », *op. cit.*, p.6 et 7.

(31) Entretien réalisé à Caracas le 17 décembre 2008.

(32) Entretien réalisé à Caracas le 2 décembre 2008. Texte original : « *hay relaciones a traves de los porque son dos países petroleros* ».

(33) CHÁVEZ FRIAS, Hugo, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, lors du VII^e sommet de l'UA, Banjul, Gambie, 1^{er} juillet 2006. Texte original : « *El África tiene todo para ser un polo de poder en este mundo del siglo XXI* ».

(34) *Ibid.* Texte original : « *nos cansamos de que el petróleo venezolano fuese a alimentar al Conde Drácula [...], hoy Venezuela es libre y nosotros hemos recuperado el manejo de nuestro petróleo* ».

(35) CHÁVEZ FRIAS, Hugo, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Caracas, Venezuela, 14 septembre 2009. Texte original : « *Mauritania produce 18.000 barriles al día y una transnacional lo refina vaya a saber dónde (...) Vamos a distribuir petróleo por ese eje: Mauritania, Mali, Niger* ».

(36) *Ibid.* Texte original : « *se trata de la independencia económica y el impulso al desarrollo* ».

(37) CHÁVEZ FRIAS, Hugo, Président de la République Bolivarienne du Venezuela, lors du II^e sommet ASA, Margarita, Venezuela, le 27 septembre 2009. Texte original : *Tenemos mucho petróleo, [...] pero todo eso estaba en manos de empresas privadas o de corporaciones. Tenemos que trabajar para que nuestros pueblos sean los primeros beneficiarios* ».

(38) CHEVALIER, Jean-Marie, *op. cit.*

(39) CHÁVEZ Frias, Hugo, *op.cit.* Texte original : « *hemos roto las cadenas y estamos construyendo un nuevo proyecto, ¡la República Bolivariana de Venezuela es libre de cualquier dominación extranjera !* »

Pour citer cet article :

Forite Camille, «La diplomatie pétrolière du gouvernement Chávez en Afrique : pour une projection du « Socialisme du XXI^e siècle ? », RITA, N°5: décembre 2012, Mis en ligne le 15 décembre 2011. Disponible en ligne <http://www.revue-rita.com/traits-dunion98/la-diplomatie-petroliere-du-gouvernement-chavez-en-afrique-pour-une-projection-du-l-socialisme-du-xxie-siecle-r-.html>